

LETTRE OUVERTE

**Monsieur le Président de la République,
Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance,
Monsieur le Ministre délégué aux petites et moyennes entreprises,
Messieurs les Sénateurs,
Messieurs les Députés,
Messieurs les Maires, Présidents d'EPCI et élus de la nation,**

Sur le terrain, dans nos centres-villes et cœurs de métropole, nous écrivons aujourd'hui l'un de nos derniers scénarios. L'organisation de notre société et la doctrine de fermeture systématique de nos commerces qualifiés de non « essentiels » pendant cette crise, nous offrent avec détresse le spectacle d'un corps social qui se meurt, celle d'une liberté qui agonise, celle d'une justice qui s'égare.

Conscients de l'enjeu sanitaire majeur qui pèse sur notre pays et nos territoires, nous atteignons cependant collectivement le point de rupture, le point de basculement tant redouté à l'aune duquel notre vivre ensemble, notre lien social, les énergies de notre société civile, culturelle, artistique, nos commerçants et artisans tous essentiels pour l'aménagement de nos territoires, nos emplois de proximité, nos vies d'entrepreneurs, de salariés, d'employés, s'effondrent. Ce point de basculement n'est plus seulement économique, il est social, sociétal, et philosophique. Il questionne notre volonté d'être une société qui tient debout et qui avance en rendant hommage à ses morts, ou être une société qui se détruit, en comptant ses morts.

Nous sommes les lignes arrières, et nous voulons être debout maintenant, en mouvement, pour soutenir avec tous nos moyens humains et économiques notre front sanitaire héroïque. Mais si ceux qui se battent aujourd'hui, se retournent dans quelques semaines, et découvrent un champ de ruines, nous aurons gagné une bataille, mais nous devons en gagner une deuxième, celle de notre économie.

Dans l'urgence sanitaire incontrôlable qu'on nous décrit chaque jour, dans le sillage des annonces du premier ministre, nous prenons nos responsabilités et demandons à nos fédérations, nos organisations, nos adhérents de respecter strictement et avec la plus grande vigilance, le confinement et la fermeture imposés à une majeure partie de la société et du monde économique, jusqu'au 26 novembre 2020.

Nous souhaitons que l'Etat engage une stratégie de rupture afin d'ouvrir le 27 novembre 2020 et ne pas regarder passer le « Black Friday »

Le vendredi 27 novembre 2020, nous souhaitons collectivement voir nos centres-villes, nos centres-bourgs, nos villages, à recommencer à vivre pour le bien commun et l'intérêt général. Nous souhaitons que nos artisans, commerçants de proximité et enseignes ouvrent à nouveau dans un protocole négocié de long terme pour tenir leur rôle essentiel de proximité et de lien social au service des habitants. Nous sommes solidaires de nos cafés, restaurants, et hôtels et lieux culturels pour traduire l'absence totale de perspective économique de ces secteurs à court terme, si importants pour nos centres-villes. Or si nous devons apprendre à vivre avec cette crise sanitaire sur le long terme, il est indispensable de les remettre aussi en mouvement. Avant cette date, partout où la situation sanitaire le permet, nous demandons au gouvernement d'ouvrir le champ des possibles pour la plus grande majorité de ces acteurs économiques, pour ces acteurs qui animent notre vie.

Monsieur le Président de la République, Monsieur le Premier Ministre. Nous écrivons l'un de nos derniers scénarios et vous en êtes les metteurs en scène.

Avant fin novembre, nous vous demandons de mettre en place une nouvelle stratégie de long terme favorable à une remise en mouvement du commerce de proximité et de nos éco-systèmes de centre-ville, dans toute leur diversité, c'est le choix de préservation qui a été réalisé en Allemagne ou en Espagne par exemple. Nous souhaitons voir se réaliser ce scénario qui incarnera un nouveau départ dans la gestion de cette crise que nous vivons et qui nous déchire. Mais de confinement, de fermeture imposée, de mort sociale, culturelle, économique et au bout du compte de perte de notre humanité, nous ne pouvons et ne voulons plus.



MarseilleShopping



Olivier MICHEL, Président de My Presqu'île, management de centre-ville de la Presqu'île de Lyon
Philippe LEON, Président de la Fédération des commerçants de Toulouse
Guillaume SICARD, Président de Marseille Centre
Olivier DARDE, Président de Plein Centre Nantes
Julien PATRY, Président des Vitrines d'Évreux
Odette DAUDE, Présidente de l'association des commerçants de Montpellier
Marc Degrange, Président Management de centre-ville d'Oullins, Association Oullins Centre Ville
Maxime Balouzat, Président Collège des commerçants et artisans d'Oullins

CONTACT PRESSE ET INSTITUTIONS :

Clément Chevalier, Directeur de My Presqu'île : 06 15 83 26 39